

La dérive autoritaire et le consentement de masse sont plus préoccupants que le virus

« Les habitants du village [...] étaient satisfaits qu'il en fût ainsi, tout à fait heureux d'exister à l'intérieur d'une vie ordinaire : travailler, chasser, regarder la télé, assister aux fêtes scolaires, aux répétitions du chœur, aux réunions du club des 4-H. »
Truman Capote, *De sang-froid*.

Depuis près de dix-huit mois le monde vit au rythme d'une pandémie qui le plonge dans une sorte de cauchemar sociologique. De nombreux États ont imposé ou imposent encore des restrictions de liberté à leurs populations sans commune mesure avec ce qui s'est fait en 1957 ou 1968, autres années pandémiques.

Jamais, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les libertés publiques n'ont été autant menacées. Ceux qui ne voient la situation qu'à travers la menace pandémique manquent donc l'essentiel : à savoir la réaction des autorités et celle d'une grande partie la population.

La déclaration d'Emmanuel Macron, « *nous sommes en guerre* », qu'il martelait la veille du premier confinement, prend désormais tout son sens : chaque guerre trimbale son lot de propagande, d'arbitraire et d'autoritarisme que l'urgence et la menace justifieraient. Avec le pass sanitaire, qui constitue une sorte de quasi obligation vaccinale déguisée, nous avons franchi un cap supplémentaire dans la dérive antidémocratique. Pour autant, cette dérive n'est possible que parce qu'une partie de la population y consent, indépendamment du parti pris des élites et du matraquage médiatique, et ce au nom de la sécurité sanitaire et de la reprise d'une vie normale.

Les germes étaient là en 2017 avec l'élection de Macron : « homme providentiel », nouveau, sans vrai parcours politique, offrant une voie nouvelle tandis que la droite et la gauche s'effondraient et qu'il fallait conjurer la menace, o' combien instrumentalisée, de l'extrême droite. En effet, dès le début, la fascination que Macron (candidat sans programme clair) a exercé sur une partie des diplômés et membres des classes supérieures, avec un parcours surfait par ses soutiens médiatiques, laissait entendre qu'ils attendaient un sauveur et se réjouissaient de le voir jeune, branché, génial, un homme providentiel, qui allait palier l'effondrement de la droite et de la gauche, servir leurs intérêts de classe sous les appareils du modernisme et du progressisme ambiants. Les bourgeois catholiques ne l'ont, en fait, rallié que par dépit, une fois Fillon discrédité par des juges que leur haine de la droite aveugle et, plus tard, soutenu par peur des gilets jaunes¹.

L'actuel locataire de l'Élysée, proche du CAC 40, de la finance et de hauts fonctionnaires de gauche convertis au libéralisme économique, ne trouve face à lui que peu de contre-pouvoirs et fait marcher au pas, depuis le Covid, une grande partie de la société.

Une dérive autoritaire avérée

Il convient d'énumérer les signes de cette dérive autoritaire que la crise sanitaire a accélérée et dont le gouvernement est le principal agent.

¹ L'avocat Régis de Castelnau explique assez bien cette sorte de « coup d'Etat judiciaire », dans ses vidéos, ses textes et dans son livre : *Une justice politique : des années Chirac au système Macron, histoire d'un dévoiement*, L'Artilleur, 2021.

Signe n°1 : la polarisation des opinions et la radicalisation des débats

Une dérive autoritaire s'accompagne souvent d'une montée de l'intolérance au sein de la société. Rapidement, la dimension émotionnelle, la panique, l'attitude du gouvernement et le matraquage médiatique très orienté ont contribué à polariser les points de vue sur la pandémie. Il s'est avéré difficile de penser la pandémie indépendamment du discours politico-médiatique. Soit on pensait avec lui, soit on pensait contre lui. En réalité, ce mode de pensée binaire, qui prend des allures de guerre de religions, amène chacune des parties à défendre des points de vue partisans. L'expression des avis sur le Web a, de plus, exacerbé la violence des opinions du fait de la surenchère permanente auto-entretenu. Ainsi, les plus extrémistes, parmi les contestataires, restent persuadés qu'il ne s'est rien passé et que la pandémie procède d'une manipulation médiatique, tandis que leurs antagonistes refusent catégoriquement d'envisager que la pandémie a peut-être été surestimée et que la réaction émotionnelle est sans commune mesure avec le danger réel. C'est là un premier signe de radicalisation, mais aussi de déclin de l'esprit critique et de manque de lucidité, y compris parmi les classes cultivées.

Avec l'arrivée des vaccins, cette bipolarisation, à laquelle ni les familles, ni les amis n'échappent sous l'effet de la propagande, n'a fait que s'accroître. Dès leur commercialisation, les médias ont présenté les vaccins comme une panacée qui mettrait fin au cauchemar épidémique. Un recueil de témoignages auprès de l'entourage familial, amical et professionnel m'a permis, à l'époque, de me faire une idée des réactions sociales courantes. Il y avait, certes, de la suspicion vis-à-vis de ces vaccins conçus rapidement. Mais l'attente d'une solution était également forte. Ainsi, lorsque j'expliquais à une amie que les vaccins allaient sans doute aider, mais que je doutais qu'ils règlent le problème, elle me répondit sur un ton de reproche : « *on te propose une solution pour en sortir et toi tu es pessimiste, tu remets tout en cause !* »

Les raisons pour lesquelles l'on se situe dans un camp plutôt que dans un autre sont multiples. Il convient de rappeler le discours officiel : cette pandémie est gravissime, très meurtrière, elle a justifié et justifie encore des mesures exceptionnelles voire liberticides inédites, il n'y a quasi aucun remède contre le virus, la solution est uniquement vaccinale, les experts sollicités par le gouvernement et les médias sont des gens sérieux qu'il faut écouter, de même qu'il faut s'en remettre au « consensus scientifique ». L'adhésion au discours officiel d'une partie de la population semble s'appuyer sur une propension à suivre les autorités d'après des raisonnements du type : si les autres gouvernements réagissent ainsi c'est qu'il n'y a pas d'autres manières de procéder, les scientifiques savent ce qu'ils font et les politiques essaient de régler le problème au mieux.

Signe n°2 : un rejet sans appel de toute contestation

A contrario, les « dissidents » rejettent souvent tout ce qui provient des autorités et des médias, sans autre forme de procès, ayant en tête que quelque chose se trame à l'insu de la population. Cette attitude parfois jusqu'au-boutiste a, d'ailleurs, servi de prétexte aux autorités et médias pour disqualifier toute critique constructive au nom de la lutte contre le complotisme. Ce terme fait désormais figure d'ennemi d'État et de poison de la désinformation contre lequel il faudrait mener un combat politique vertueux. Comme l'a expliqué Laurent Mucchielli, le véritable complotisme se réfère à des discours explicatifs fumeux basés sur l'idée que tout ce qui arrive a été décidé, fomenté, par des puissances obscures mais bien réelles². Las, force est de constater que le terme, fortement connoté et infâmant, sert surtout à clôturer les débats et à

² « Qui construit la doxa du Covid ? », *Le blog de Laurent Mucchielli*, 21 février 2021.

faire taire. Pour autant, il y a des degrés dans le complotisme. J'irais même jusqu'à affirmer que nous le sommes tous un peu. Au quotidien, il n'est pas rare que nous prêtions aux autres des intentions cachées qu'ils n'ont pas forcément, parce que nous ne savons pas tout de leur situation ou bien parce que nous avons besoin de donner du sens à un comportement que nous ne comprenons pas, sur fond de défiance. Ce qu'on applique à l'échelle interindividuelle, on peut facilement l'appliquer à la société toute entière, d'autant que nous méconnaissons des pans entiers de celle-ci et que nous avons d'elle une expérience étroite et limitée. La réaction du monde politico-médiatique face à ce nouveau « danger » démocratique a tout d'une tartufferie (les complotistes n'ont pas le pouvoir) et traduit surtout une inquiétude viscérale face à leur perte de légitimité auprès de certaines franges de la population. Les médias dits mainstream, particulièrement, sont d'autant plus agressifs qu'ils se sentent menacés car contestés par de plus en plus de gens qui vont chercher ailleurs l'information. Ces derniers ne font d'ailleurs que réagir à la méfiance et à la perte de crédit que les édiles et les journalistes (maintenant aussi les experts) alimentent par leurs discours, leur propagande et leurs décisions. Dernier exemple cocasse, après la tentative de création d'un conseil de l'ordre des journalistes par Cédric O. et après la loi Avia contre les contenus haineux sur internet, la mise en place d'une commission contre le complotisme et les fake news présidée par le sociologue Gérald Bronner. L'un de ses membres, le docteur Guy Vallencien, a été contraint de démissionner suite à une polémique sur la légitimité de sa présence : il est effectivement connu pour avoir minimisé, voire nié, la gravité des effets secondaires du Médiateur³.

Signe n°3 : une centralisation du pouvoir et des mensonges quasi assumés

La vie sociale, voire économique, semble suspendue aux décisions du Conseil scientifique et du Conseil de défense dont l'opacité des délibérations interroge. L'avocate spécialisée dans les libertés publiques Clarisse Sand a ainsi alerté sur l'opacité des décisions du Conseil scientifique et déposé un recours auprès du Conseil d'État pour qu'il se prononce sur ce manque de transparence⁴. Il apparaît, de plus, que le Président garde le dernier mot. Dans cette configuration, le Parlement ne ressemble plus guère qu'à une chambre d'enregistrement, alors même que le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel assument un rôle timoré de gardiens du droit et de la Constitution. Le soir même de l'annonce d'Emmanuel Macron sur le pass, il fallait être naïf pour imaginer que la mesure ne serait pas validée et mise en œuvre comme toutes les décisions autoritaires (avec menace de sanctions, parfois lourdes, à la clef) annoncées depuis le commencement de la pandémie. A cela s'ajoute la mise en place, par les échelons supérieurs de l'administration, de mesures restrictives et de protocoles sanitaires contradictoires, incohérents et compliqués dans leur déclinaison concrète, vécus par de nombreuses personnes, chargées de les appliquer ou bien les subissant, comme des contrariétés bureaucratiques absurdes.

En avril 2021, Emmanuel Macron déclarait à la presse régionale au sujet du pass : « *il ne saurait être obligatoire pour accéder aux lieux de la vie de tous les jours comme les restaurants, les théâtres et cinémas, ou pour aller chez des amis.* » Bien évidemment, un tel revirement a été justifié par la situation épidémique. Il ne s'agit, pour autant, que d'un mensonge supplémentaire à ajouter à la série des mensonges égrenés depuis le début de la crise sanitaire. Peut-être devrions nous être reconnaissants au Chef de l'État de ne pas avoir étendu le pass à la

³ « Irène Frachon : « la composition de la commission Bronner sur le complotisme laisse perplexe » », *Le Monde*, 30 septembre 2021.

⁴ Voir *Baslesmasque.com*, 12 mars 2021.

fréquentation des amis... Encore que certains fassent du zèle puisqu'un ami sportif m'a raconté cet été qu'au sein de sa propre famille des cousines soignantes pro-vaccins exigeaient que tous les invités au repas dominical disposent d'un pass. La crédibilité de la parole gouvernementale est désormais entamée, d'autant qu'il est question de prolonger le pass jusqu'à l'été 2022...

Signe n°4 : une dérive autoritaire qui concerne aussi les mondes médical, politique, syndical et médiatique

Historiquement, une dérive autoritaire n'est que rarement le fait du seul gouvernement d'un pays. Elle se nourrit aussi souvent de la surenchère sécuritaire de groupes sociaux qui veulent, par le truchement de l'exécutif, imposer leurs vues et participer au contrôle social. Comme le signale le blogueur Boris, certains médecins ont demandé au printemps 2020 davantage de restrictions et se sont efforcés de peser sur les décisions politiques⁵. Ainsi, quelques jours après le premier confinement, le syndicat des Jeunes médecins, soutenu par le Conseil national de l'Ordre des médecins et l'Intersyndicale nationale des internes, a déposé un référé liberté devant le Conseil d'État pour que la France adopte des mesures aussi drastiques que celles déployées en Chine : aucune sortie, aucun contact interpersonnel extérieur au foyer, arrêt strict de toutes les entreprises non vitales, des transports en commun et ravitaillement des familles à domicile par des personnels protégés... Un an plus tard, alors que l'épidémie de variant Alpha flambait en France, des cadres de l'APHP parisienne signaient une tribune dans le Monde dans laquelle ils interpellaient Emmanuel Macron à propos du risque de saturation de la réanimation et lui reprochaient à propos de l'épidémie « *l'absence de freinage brutal créé par un véritable confinement accompagné d'une prise de conscience collective* »⁶. Ils ne furent pas les seuls. Des intellectuels, des journalistes, des édiles, des représentants syndicaux exigeaient la même chose : durcir les mesures. On a pu assister, avec la campagne vaccinale et face aux réticences d'une partie de la population, au même type de propagande démagogique extra gouvernementale d'exigence de fermeté pour contraindre les récalcitrants au nom d'un impératif humanitaire : celui de sauver des vies.

Cette radicalité a d'ailleurs porté sur des mesures autant drastiques que symboliques, censées conjurer la menace épidémique. Le port du masque, par exemple, s'avère assez emblématique. Il procède d'une symbolique et d'un usage qui n'a rien à voir avec son efficacité. Il est devenu un ustensile de la vie ordinaire. Il suffit de regarder comment les gens l'utilisent : certains en changent peu alors que la durée de vie est limitée, le touchent avec des doigts souillés, le baissent pendant plusieurs minutes pour boire un café tandis qu'ils s'essuient la bouche sans avoir passé leurs mains au gel hydro-alcoolique... Le masque comme symbole de la politique sanitaire révèle que les autorités ont besoin de se raccrocher à un objet, dont l'efficacité est relative, faute de pouvoir maîtriser l'épidémie. Ainsi, dans une étude avec groupe contrôle des chercheurs danois n'ont trouvé qu'une faible différence en termes de prévention et de protection entre les personnes masquées et celles non masquées. Cette étude a suscité des réticences à la publication car elle ne faisait pas écho au discours dominant sur les masques.⁷ Malgré le consensus affiché, la problématique de l'efficacité des masques s'avère d'autant plus

⁵ « Pourquoi la période actuelle est fascisante », *Le blog de Boris*, 24 juillet 2020.

⁶ « Covid-19 : « en imposant aux soignants de décider quel patient doit vivre, le gouvernement se désresponsabilise de façon hypocrite » », *Le Monde*, 28 mars 2021.

⁷ "Effectiveness of adding a Mask Recommendation to Other Public Health Measures to Prevent SARS-CoV-2 Infection in Danish Mask Wearers : A Randomized Controlled Trial", *Annals of Internal Medicine*, volume 174, n°3.

équivoque que les études portent souvent sur des animaux (hamsters) ou sont réalisées dans des conditions laboratoires idéales⁸.

Le port du masque évoque, en partie, le constat que le sociologue Julius Roth avait fait dans les années 1950 à propos du comportement et des décisions des médecins face à un phénomène qui les dépasse. Le sociologue américain souffrait de tuberculose et fut hospitalisé dans un sanatorium. A cette époque le mode de transmission de la maladie était encore assez mystérieux, ce qui posait problème pour contrôler individuellement la contagion. Il profita de sa mésaventure pour observer le personnel médical. Il constata que les désaccords étaient profonds entre médecins et que cette absence de certitude ouvrait la voie à des procédures de protection qui s'appuyaient davantage sur leur commodité de mise en œuvre que sur une efficacité éprouvée et indiscutable⁹.

Signe n°5 : une vision politico-médiatique anxieuse de l'épidémie imposée à la population

D'après une étude de l'Institut national de l'audiovisuel, l'année 2020 se singularise par un traitement médiatique de la pandémie qui a outrageusement dominé l'actualité. Le coronavirus a représenté plus de 60% de l'offre de l'information globale du premier semestre 2020 en nombre de sujets et occupé 56% de la durée totale des JT du soir des cinq principales chaînes (TF1, F2, F3, Arte, F5, M6)¹⁰. La tendance à l'ultra médiatisation s'est poursuivie avec les vagues épidémiques suivantes. Quel contraste avec le traitement médiatique à minima de la grippe de Hong-Kong de 1968, ainsi que l'évoque un documentaire diffusé sur la chaîne Public Sénat en octobre 2020 !¹¹ Le résumé du documentaire, sur le site de la chaîne, relate assez bien l'impact médiatique et psychologique sur une population moins nombreuse et plus jeune : « *Qui se souvient qu'entre 1968 et 1970, une pandémie a fait plus d'un million de morts dans le monde dont 36 000 en France ? Personne ou presque – y compris parmi le personnel soignant de l'époque ! Cette grippe dite de Hong Kong a pourtant bloqué des pans entiers de l'économie et endeuillé de nombreuses familles.* » Surenchère vs déni ou bien affolement vs amnésie ? Deux époques, deux manières de faire politico-médiatiques totalement opposées.

En jouant la carte du sensationnalisme, les principaux médias, en perte de vitesse depuis quelques années et concurrencés par le Web, ont attisé la peur. Ces derniers se sont, en outre, alignés rapidement sur le discours gouvernemental, à l'instar des GAFAM devenus désormais les gardiens du « sanitaire correct » au moyen de la censure numérique. Il s'avère pourtant possible de décrire la pandémie différemment. Les principaux médias ont choisi de le faire en s'appuyant sur les données de Santé publique France et sur la situation en réanimation. A savoir à travers différents indicateurs, dont les cas positifs (malades et asymptomatiques), faisant de la circulation du virus un critère de la gravité épidémique (sachant que nulle autre épidémie n'a donné lieu à une campagne massive de tests pour identifier les asymptomatiques), et sur la tension hospitalière tragique (les cas graves, les morts, le risque de tri).

Le comptage des morts, pour ne prendre que cet exemple, n'a jamais été une chose simple en sciences sociales et en médecine. Les Data scientist et les statisticiens savent traiter

⁸ Voir à ce sujet : « Propagande contre les « anti-masques » : la fuite en avant des médias », *Le blog de Boris*, 26 août 2020.

⁹ « Ritual and the magic in the control of contagion », *American Sociological Review*, volume 22, n°3.

¹⁰ « Étude Ina. Covid 19 dans les JT : un niveau de médiatisation inédit pour une pandémie », *La revue des médias*, 1^{er} octobre 2020.

¹¹ « 69, année pandémie », *Public Sénat*, 17 octobre 2020.

les bases de données et interpréter les chiffres, mais ignorent généralement comment les données brutes sont concrètement fabriquées. C'est le cas avec les données issues des certificats de décès. Silke Grabherr, légiste et directrice du Centre universitaire romand de médecine légale, expliqua, à l'occasion d'une interview sur Sud Radio en décembre 2020, que les médecins se trompent souvent concernant les causes biologiques de la mort. Dans près de la moitié des autopsies qu'elle avait eu à réaliser avec son équipe, durant sa carrière, la cause réelle de la mort ne correspondait pas à ce qui était inscrit sur le certificat de décès¹². Elle regrettait également le manque d'autopsies concernant les cas Covid. En février 2021, une journaliste de Nice-Matin a relaté le travail de thèse d'un interne en santé publique au CHU de Nice¹³. Celui-ci avait repris les dossiers médicaux des personnes décédées dans son hôpital depuis le début de l'épidémie pour les confronter aux certificats de décès. Verdict : non seulement une majorité de patients décédés dans cet hôpital durant l'épidémie, sur près d'une année, ne l'ont pas été du Covid, mais parmi ceux signalés morts du Covid, il faut compter environ 38% des cas pour lesquels le virus n'a pas vraiment été à l'origine de la mort. Ce genre de travail ne semble pas avoir été reproduit ailleurs. C'est pourtant la seule façon raisonnable d'avoir une idée précise de l'impact mortel de l'épidémie sur le pays, en plus des analyses démographiques en termes de mortalité globale c'est-à-dire toutes causes confondues¹⁴.

Le traitement médiatique des admissions graves et des hospitalisations souffre du même syndrome : la méconnaissance de la manière dont les chiffres sont produits. Le décompte des lits de réanimation, le calcul du taux d'occupation, les critères d'admission réellement mis en œuvre, avec des situations locales et des politiques managériales de gestion des places très disparates, sont relativement opaques, sans parler du décalage probable entre les déclarations officielles des chefs de service et la réalité concrète¹⁵.

Les médias auraient cependant pu choisir de mettre en avant ce qui constitue le gros de l'épidémie que la médecine de ville devrait normalement prendre en charge, comme pour la grippe : à savoir les malades qui font des formes bénignes de la maladie (à travers les données du réseau Sentinelles). Une telle approche ne signifie pas de nier les problèmes posés par le virus avec le risque d'embolisation de l'hôpital et les mauvaises surprises qu'il réserve (formes graves, risque pour certaines populations, Covid long), simplement elle permet de contextualiser sans dramatisation excessive. Le choix de privilégier une version dramatique de la réalité par les autorités et leurs supports médiatiques est toujours un mauvais signe car celle-ci sert souvent de prétexte à l'imposition de solutions arbitraires.

Le simple fait de consacrer une partie substantielle de l'information à la crise sanitaire, en soutenant un certain point de vue, constitue une forme de propagande. A cela s'ajoute des formes de censure au nom de la lutte contre la désinformation. Des chaînes You Tube, des comptes Twitter, des comptes Facebook ont par exemple été suspendus, voire supprimés. You

¹² *Sud Radio*, émission « Bercoff dans tous ses états », le 29 décembre 2020.

¹³ « Âge, fragilités, autonomie... Qui sont les morts de la Covid19 dans les Alpes-Maritimes en 2020 », *Nice-Matin*, 17 février 2021.

¹⁴ Le démographe Hervé Le Bras a, par exemple, examiné les conséquences démographiques de la pandémie et nuancé sa gravité, notamment concernant l'impact sur l'espérance de vie. « La crainte engendrée par le virus semble inversement proportionnelle à sa létalité », *Le Monde*, 10 février 2021.

¹⁵ Sur la définition des lits de réanimation voir : « L'indicateur du taux d'occupation des lits de réanimation est-il gonflé ? », *Libération*, 30 octobre 2020 et sur les différences dans les chiffres officiels : « Pourquoi le nombre de malades entre les données de Santé publique France et celles des hôpitaux est si différent. Notre décryptage », *Nice-Matin*, 16 janvier 2021.

Tube affirme ainsi avoir effacé en un an plus de 130 000 vidéos qui enfrenaient son règlement concernant la « désinformation » autour des vaccins contre le Covid-19, dont récemment les comptes allemands de la chaîne de télévision RT. Les autorités russes ont menacé de bloquer You Tube en représailles¹⁶. Les GAFAM ont ainsi décidé que tout discours en désaccord avec l'OMS n'avait pas droit de cité. Certains esprits malicieux ont souligné que le discours de l'OMS changeait et donc que les critères du « sanitaire correct » n'avaient guère de cohérence. Il y en a cependant une : le discours officiel est la seule vérité possible quel que soit son contenu.

Signe n°6 : Un climat de propagande quasi martial avec la vaccination

Avec la mise en œuvre du pass sanitaire, la propagande pro vaccination a atteint des sommets. Affiches, clips vidéo et publicités sur les radios, cadeaux offerts par certaines enseignes aux jeunes pour les inciter à se vacciner, pression de certaines administrations sur leurs membres afin que les objectifs chiffrés de vaccination soient atteints, etc. La propagande vaccinale ne repose pas seulement sur une incitation positive : se vacciner pour protéger les autres, pour atteindre l'immunité collective, etc. Elle s'appuie également sur un dénigrement des récalcitrants qui mettraient en danger la vie d'autrui en refusant la panacée vaccinale. Le ministère de la Santé a lancé une campagne de pub avec la radio Skyrock pour cibler les adolescents avec un beau slogan : « Ça va ? Ça vax ! » Le tweet qui met en scène le slogan ne manque pas de sel : on y voit un jeune homme affirmer en souriant : « moi, je suis antivax... », et une jeune fille métissée lui répondre : « Nan, t'es provirus ! » Une semi-remorque flanquée d'une plateforme de vaccination et d'un studio de radio sillonne plusieurs villes de France, tandis que des sorties scolaires sont organisées dans des centres de vaccination. Dès fin juin 2021 et pendant plusieurs semaines, les téléspectateurs de plusieurs grandes chaînes ont pu assister à un florilège de discours comminatoires envers les non vaccinés de la part d'éditorialistes et de politiciens jamais avares de zèle et d'élan de conformisme dès lors qu'ils se sentent en phase avec le pouvoir et protégés. Il fallait « *pourrir la vie des non vaccinés* » pour les forcer à la piqûre, car ce sont « *des connards* », des égoïstes, qui doivent être « *menottés et vaccinés de force* », voire confinés afin de laisser les autres vivre, d'autant qu'ils constituent un danger et sont obscurantistes. Tout cela sur fond de mépris de classe. Les inquiétudes des récalcitrants et leurs points de vue ne font jamais l'objet de discussions approfondies, mieux vaut les caricaturer : attitude anti-scientifique, complotisme, etc. Selon les chaînes d'informations, les propos retenus par les intervieweurs dans les manifestations anti pass sont souvent ceux des plus radicaux, voire d'hurluberlus. De même, lors de débats télévisés, un opposant fait souvent face à plusieurs intervenants qui pensent la même chose. Pourtant, l'inquiétude et la réticence s'avèrent tout à fait justifiées. Les protagonistes de la vaccination de masse ont déjà été impliqués dans des scandales sanitaires d'ampleur et condamnés à des amendes faramineuses pour corruption (Pfizer, Mc Kinsley), les contrats vaccinaux signés avec l'UE s'avèrent assez opaques, des effets secondaires graves (mais relativement rares) sont apparus après les essais cliniques ce qui inquiète les parents pour leurs enfants dont ils ne veulent pas faire des martyrs de l'immunité collective ou pour sauver les grands parents déjà vaccinés...

Vers la fin de l'été, plusieurs médias ont dû reconnaître que l'efficacité vaccinale s'avère moindre qu'espérée avec le variant Delta, ce qui remet en cause l'objectif attendu et annoncé

¹⁶ « Vidéos antivax : You tube renforce sa lutte contre la désinformation et supprime plusieurs chaînes très suivies », *le Parisien*, 29 septembre 2021.

de l'immunité collective, et qu'un vacciné contaminé peut transmettre le virus. Martin Blachier, le très médiatique médecin et épidémiologiste, a ainsi affirmé dans *l'Heure des pros*, sur Cnews, le 25 août 2021, que « *l'immunité collective, dont on nous parle depuis très longtemps, est quasiment inatteignable* ». Deux jours plus tard sur RMC il déclarait à Apolline de Malherbe : « *ce sont les vaccinés qui contaminent les autres. On le sait. C'est pour ça qu'il faut que tout le monde se vaccine.* » Etrange paradoxe, d'autant que le vaccin diminuerait le risque de maladie et d'aggravation de la maladie mais ne l'empêcherait pas chez tout le monde. Assistera-t-on à un retournement de veste politique et médiatique ?

Une réaction collective mitigée sur fond de consentement de masse

La population a diversement réagi à cette dérive autoritaire. Le fait est qu'il n'y a pas eu, pour l'instant, d'embrasement social du type mai 1968.

Des mesures répressives approuvées par les partisans de l'ordre sanitaire

Il suffit d'observer les conséquences concrètes des dispositions légales du pass sanitaire, d'évoquer avec certains professionnels la forte pression de l'encadrement sur la base pour taire les critiques concernant la politique sanitaire et la vaccination, et de collecter des anecdotes vécues pour réaliser à quel point une sorte de répression sanitaire s'est abattue sur le pays. Entre autres exemples d'abus de pouvoir, qu'on se souvienne du printemps 2020. Un blog, « verbalisé parce que », a recensé les témoignages parfois édifiants d'abus de pouvoir de certains policiers ou gendarmes (<https://n.survol.fr/n/verbalise-parce-que>). Des policiers ont également relaté l'augmentation des appels anonymes pour dénoncer le non-respect du confinement. A chaque bouffée d'autoritarisme étatique répond une bouffée de zèle de la part de fonctionnaires et de citoyens lambda en accord avec le régime en place ou bien pressés de bien faire et de régler des comptes avec le reste de la société. Alors que certaines populations auraient besoin d'une aide aux devoirs, des retraités bénévoles ont, par exemple, répondu à l'appel de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de Vendée pour contrôler les pass sanitaires à l'entrée des établissements de bouche¹⁷. Il faut dire que depuis le début de la pandémie les retraités sont, certes, plus exposés, y compris parfois à cause de l'incivisme sanitaire de personnes qui ne prennent aucune précaution, mais aussi bénéficiaires des efforts pour les protéger : la jeunesse a été confinée essentiellement pour eux et paiera la dette contractée à cette occasion, elle est désormais sommée de se vacciner... Certains retraités le réalisent et contestent les excès de la politique sanitaire.

Une sorte d'interaction s'est mise en place, depuis l'arrivée du Covid, entre différentes catégories d'acteurs, dont le résultat est le renforcement ponctuel ou l'extension des restrictions, sur fond d'emballage épidémique et médiatique. Ce gouvernement, déjà porté sur l'autoritarisme et enclin à dramatiser la situation pour garder la main et masquer ses erreurs, est, à chaque flambée épidémique et médiatique, sollicité par certains groupes de pression, qui ne sont pas sans arrières pensées politiques et corporatistes, pour durcir les mesures de contrôle. Ce qu'il fait généralement ou bien partiellement afin de montrer qu'il agit. Une partie de la population, heureusement pas majoritaire, obnubilée par la « menace » sanitaire, souscrit à leur application avec zèle. Le mariage entre de fortes attentes sanitaires (être protégé, en finir avec la pandémie, revivre comme avant) et le conformisme ambiant que les médias consolident explique sans doute, chez certains, l'acceptation sociale et l'hostilité envers ceux qui ne suivent pas ce mouvement.

¹⁷ « Pass sanitaire : en Vendée, des retraités bénévoles appelés en renfort pour contrôler les clients à l'entrée des restaurants », *La Dépêche*, 3 août 2021.

Une discrimination publique et une contrainte sociale peu contestées

La mise en place du pass sanitaire s'avère une mesure discriminatoire et de contrôle inouïe au regard de la situation épidémique. Elle scinde en deux la population sur la base du statut vaccinal, lequel est censé attester la salubrité de ceux qui détiennent le précieux pass, ainsi que leur non-dangerosité (car, en théorie, pas contagieux, ce qui s'avère faux en réalité). Les vaccinés bénéficient désormais du droit de retrouver une vie normale, à savoir leur liberté habituelle. A contrario, les non vaccinés doivent se soumettre à des tests réguliers s'ils veulent bénéficier des mêmes droits. Enfin, certains professionnels sont menacés de perdre leur revenu de travail s'ils refusent la vaccination. Les partisans invoquent le caractère exceptionnel de la mesure : une exception nécessaire pour inciter à la vaccination afin de faire reculer l'épidémie qui justifie de s'asseoir sur les libertés publiques, de cautionner l'autoritarisme et la mise en place d'un régime discriminatoire d'envergure. Outre le fait que les arguments sanitaires sont discutables, notamment en considérant le réel bénéfice vaccinal sur la collectivité, il paraît tout à fait naturel à ces partisans de subordonner liberté, démocratie et égalité en droit à l'impératif de la santé qui n'aurait pas de prix. L'arbitraire s'appuie souvent sur des raisons morales supérieures dont les prémisses doivent, en réalité, être examinées soigneusement. Avec le temps, il paraît évident que la majorité de la population a accepté cette contrainte, en apparence mineure (présenter un pass), ainsi que l'injonction vaccinale et la discrimination d'une catégorie de personnes désormais minoritaires. Ci-dessous, un exemple parmi d'autres :

Extrait notes de terrain

C'est le soir du discours de Macron sur le pass, je sors boire un verre avec C., mon ami d'enfance, dans ma ville natale Marseille. Je suis abasourdi par la teneur martiale et autoritaire du discours. C. a déjà reçu deux doses de Pfizer. Il a pris sa décision après discussion avec son parrain âgé. C'est idem pour M., mon ami le plus proche. Dans son cas ce fut la mère âgée, médecin encore en exercice, de sa femme qui l'a incité à le faire après discussion. Mes deux amis quadragénaires (qui ne souffrent d'aucune comorbidité) ont été démarchés par des proches plus âgés afin de souscrire à la politique vaccinale. Il n'y a guère qu'à l'occasion de la présence au second tour de Jean Marie Le Pen à la présidentielle de 2002 que j'ai vu des seniors et des retraités démarcher spontanément les plus jeunes (en l'occurrence pour les inciter à voter Jacques Chirac). Le choix des enfants de C., qui est divorcé, s'avère diamétralement opposé. Le garçon, seize ans, a pris l'initiative de la vaccination pour « *aller en boîte* ». La fille, vingt-deux ans, refuse et, aux dernières nouvelles, n'a pas cédé : elle craint un possible effet secondaire sur les menstruations et la fertilité. Je suis contrarié par le discours présidentiel, mais mon ami C. n'affiche aucun signe de révolte. En fait, il ne veut ni manifester, ni agir, simplement voter contre Macron. Il est surtout préoccupé par ses problèmes personnels. Mon argumentation sur le chantage social et les implications d'une telle mesure ne porte pas. En réalité, C., mais aussi M., avec qui j'échange quelques SMS ce soir-là, font partie de ceux pour qui la mesure s'avère discutable, mais comme ils ne la subissent pas directement, il ne leur paraît pas nécessaire de contester.

Cette discrimination ne semble pas non plus choquer, dans la mesure où elle est présentée par le gouvernement comme la sanction d'un refus de participation à l'effort collectif et comme la résultante d'un choix (que je qualifierais, en réalité, de fausse alternative, phénomène bien connu des psychosociologues). Elle serait donc voulue et non subie.

Du consentement au déni

Comme me disait un vieux professeur de sociologie : « *quand les gens autour de vous sont touchés par quelque chose, c'est que ce quelque chose est répandu.* » Il estimait qu'il fallait toujours commencer par un recueil de témoignages ou par des observations familières avant d'amorcer une enquête rigoureuse.

Une partie de ceux que je questionnais concernant leur expérience vaccinale connaissaient quelqu'un de proche ou de moins proche qui avait eu à vivre un événement indésirable post-vaccinal (souvent relativement bénin), quand il ne s'agissait pas d'eux-mêmes : quelques jours de forte fièvre, céphalée, nausées et fièvre, une ou deux journées d'épuisement, dix jours de très grande fatigue avec chute de tension, inflammation cutanée très marquée, infection opportuniste qui se déclenche dans la foulée, thrombose veineuse à la jambe... voire des réactions plus graves... Certes, il s'agit de déclaratif et il y a peut-être aussi une dimension psychosomatique. En outre, la majorité passe au travers des conséquences dramatiques, voire n'a rien eu, et corrélation ne signifie pas causalité en pharmacovigilance, bien que la fréquence des effets secondaires médicamenteux soit souvent sous-estimée comme en attestent les scandales sanitaires, les réévaluations du rapport bénéfice-risque au fil des ans par les agences spécialisées et par certains médecins. Enfin, pour les personnes à risque de forme sévère, le bénéfice vaccinal semble évident. Pour autant, ce « bénin » interpelle. Ainsi, Maître Diane Protat, qui a contesté l'obligation vaccinale des soignants devant la justice administrative, précise à ce sujet : « (...) *les quatre vaccins confondus ont donné lieu à 850 000 déclarations d'effets indésirables sur Eudravigilance – des chiffres considérables, qui certes ne signifient pas tous une imputabilité certaine au vaccin, mais qui au regard des déclarations concernant la vaccination obligatoire des enfants (2018) par exemple, qui après 38 millions de doses, recensaient... 900 déclarations, méritent que le principe de précaution s'applique* »¹⁸.

Le plus frappant était que certaines personnes que j'observais en parlaient sans se poser de questions, voire en plaisantant, ou bien échangeaient leur expérience désagréable, comme s'il s'agissait de quelque chose de normal, un mauvais moment qu'il fallait accepter de vivre avec la caution morale des autorités sanitaires pour obtenir le précieux sésame du retour à la vie normale. Cette banalisation au sujet de réactions qui devraient interpeller, et ce manque de curiosité, voire un certain déni, laissent à penser qu'une partie de la population a perdu toute lucidité et s'avère prête à suivre le « chef » et les autorités avec la promesse de jours meilleurs. Et ce d'autant plus que le sujet des effets secondaires paraît tabou et fait l'objet de censure¹⁹.

D'autres personnes ont accepté la vaccination pour se simplifier la vie, voyager et pour profiter de leurs loisirs. Bien sûr, il y a ceux dont l'emploi est menacé. Ceux qui veulent conserver la paix dans le ménage (si le conjoint ou la conjointe insiste) et ceux qui suivent la politique sanitaire par conformisme social (penser contre les autorités sanitaires semble, chez certains, inenvisageable). Ceux aussi qui cèdent à la pression car les privations et les difficultés qu'entraîne le pass leur paraissent insupportables : « *eh oui, je me suis soumis* » aurait ainsi dit un garçon, pourtant révolté à l'automne 2020, à une connaissance que je côtoyais sur Lyon et qui voulait organiser une résistance collective locale aux restrictions. Bien sûr, tous ceux qui cèdent n'assument pas forcément leur décision :

¹⁸ « Quatre arguments contre l'obligation vaccinale des soignants : maître Protat détaille sa plaidoirie », *France Soir*, 31 août 2021.

¹⁹ Un article collectif publié sur le blog de Laurent Mucchielli, dont il est aussi co-auteur, a par exemple été censuré par le site de Médiapart. Cette censure a donné lieu une polémique ainsi qu'à plusieurs articles, dont une tribune de sociologues très à charge contre Mucchielli. Le texte intitulé : « La vaccination Covid à l'épreuve des faits : « une mortalité inédite » », a heureusement été publié ailleurs. Voir dans le blog de Boris les liens pour le retrouver. Ce n'est pas le contenu de l'article qu'y m'intéresse ici, mais la réaction violente qu'il a suscitée comme s'il avait touché à quelque chose de sacré.

Extrait notes de terrain

C. me parle de son frère, réticent à la vaccination, mais qui vient de changer d'avis quelques jours après le discours de Macron : « *mon frère l'a fait. Il était contre mais il a expliqué pourquoi à ses contacts sur son compte Facebook et il a raison. Il a écrit qu'il fallait lutter contre la circulation virale et éviter l'émergence de variants plus dangereux qui pourraient tuer des enfants.* » Je lui dis que son frère fait ce qu'il veut, je n'ai pas à juger, mais qu'il n'a pas pour autant besoin de se trouver une bonne excuse. Nous nous disputons au téléphone.

Les médias fournissaient, au lendemain de l'allocution présidentielle, de quoi justifier scientifiquement et civiquement le passage à l'acte des récalcitrants et faire mieux accepter la menace politique.

Il y a évidemment ceux qui adhèrent et pensent que le vaccin règlera le problème, car on ne peut que faire confiance à la science. Certains sont même devenus des fanatiques sans nuance, au même titre que les antivax radicaux pour qui le poison coulera dans les veines des vaccinés, voire finira par les tuer en masse. A croire que l'adhésion sans recul à la science n'a rien à envier au fanatisme religieux. A aucun moment la problématique de la corruption des laboratoires pharmaceutiques, des conflits d'intérêts en science et des errements passés (scandales sanitaires) ne suscite, chez ces personnes, quelques réserves au regard de la situation actuelle. Certains auteurs ont pourtant alerté. Tel Philippe Pignard, un ex-cadre de Sanofi, qui a écrit, il y a quelques années, un livre dans lequel il explique la crise de l'innovation dans l'industrie pharmaceutique et la multiplication des normes et procédures dans les essais cliniques, dont l'effet principal est d'amener au développement de stratégies commerciales très agressives et à de la corruption à grande échelle pour vendre médicaments et vaccins²⁰.

Des personnes se sont vaccinées par peur, pour se protéger et protéger leur entourage immédiat. Cette épidémie a été marquée par la peur. Je suis encore surpris de croiser des personnes seules masquées dans la rue ou dans leur voiture, ou bien d'apprendre que des personnes vaccinées ne se sentent guère plus rassurées qu'au début de la pandémie. La médicalisation de la société française, les attentes fortes vis-à-vis de la médecine (chaque problème de santé nécessite de consulter, un médecin doit guérir, chaque maladie ou chaque blessure implique d'absorber un médicament) ne sont sans doute pas pour rien dans cette peur de la maladie, sans parler de la peur de la mort dans une société où celle-ci constitue de plus en plus un tabou voire une malédiction qu'il faudrait conjurer grâce aux progrès scientifiques.

La problématique de l'acceptation sociale de la vaccination pour les personnes réticentes, mais qui ne risquent pas une suspension de salaire, laisse parfois songeur.

Extraits notes de terrain

Je ramène Ga, une collègue de travail, chez elle. Nous discutons dans la voiture. Réticente au vaccin, elle a cédé pour se simplifier la vie et a convaincu son fils de treize ans, encore plus réticent, de se vacciner : « *Ça se passe mal avec mon ex et je n'ai pas envie qu'il me reproche de ne pas avoir vacciné notre fils. Le gamin ne voulait pas, il estime qu'il a peu de risques avec le Covid et que l'on n'a pas de recul avec les vaccins. La doctoresse au centre vaccinal l'a pris de haut, je me suis énervé, mais une infirmière a été sympa et lui a effectivement dit qu'elle ne pouvait rien lui garantir à long terme.* » Ga s'est sentie mal le lendemain de la première dose : vomissements et faiblesse. La directrice du site l'a ramenée chez elle en voiture. Elle a, malgré tout, accepté la deuxième dose : « *le médecin que j'ai vu m'a dit qu'il comprendrait que je refuse, mais qu'il ne pourrait pas me donner le pass. Il était embêté. Je me suis bourré de dolipranes et*

²⁰ *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, La découverte, 2003.

d'homéopathie le jour d'avant, le jour J et le lendemain. » Je demande pourquoi elle a insisté alors qu'elle craignait la deuxième dose : « J'ai déjà suffisamment de problèmes en ce moment avec mon ex-compagnon et mes enfants pour ne pas ajouter celui du pass. »

Je viens d'apprendre incidemment que A., un ami biologiste très opposé au vaccin pour tous, avec qui j'échange des textes par le net, cède à l'incitation vaccinale pour prendre le train plutôt que de faire de longs trajets en voiture quand il ira voir sa mère dans le sud (il vit sur Calais). Je suis surpris d'apprendre ce brusque changement non fondé sur sa conviction vaccinale.

G., un ami boxeur amateur se fait vacciner pour voyager et pour boxer en Afrique. Après une réaction cutanée très forte sous l'aisselle, suite à sa première dose, il fait la seconde dose en se bourrant de dolipranes. « *Ma doctoresse m'a dit que j'avais fait tout ce qu'il fallait avec les anti-inflammatoires pour saboter la réponse immunitaire. Je lui ai dit que je n'allais pas attendre que ça gonfle comme la première fois. Ça a marché, j'ai senti des picotements sous le bras mais ça n'a pas gonflé autant.* »

Le fait, pour beaucoup, d'accepter un risque, certes minime, pour une raison sociale, parce que c'est plus simple que de contester ou pour ne pas contrarier leurs intérêts ordinaires a finalement débouché sur une sorte de soumission collective avec, en outre, une forte envie de « tourner la page » à propos de la pandémie. Seule une minorité de récalcitrants ont ouvertement résisté.

Le déni de certains effets et la propension à les relativiser, y compris par certains soignants, font écho à cette soumission autant qu'à l'inertie du conformisme sanitaire ambiant.

Extrait notes de terrain

Je viens de manifester sur Lyon avec un groupe de soignants. Je les questionne, nous discutons. Une infirmière, environ soixante ans, m'explique que son médecin traitant et son allergologue ne lui recommandent pas le vaccin compte tenu de la manière dont son système immunitaire réagit et ses problèmes de santé antérieurs. Pourtant, ses collègues auraient insisté pour qu'elle se vaccine en lui disant de le faire sur place. « *Je n'en croyais pas mes oreilles, ils m'ont dit : en cas de problème on te prendra en charge, tu ne risques rien, la réanimation est à côté.* » Rassurant...

À cela, s'ajoute une pression sociale ambiante subtile, par exemple avec les sollicitations et les tentatives de conversion des réticents par les proches, voire par des reproches adressés sur fond d'inversion accusatoire du genre : « *tu ne peux plus vivre normalement, mais tu n'as qu'à te faire vacciner, c'est ton choix, c'est toi qui le veux !* » Le propos élude toute argumentation contradictoire et manifeste un manque d'empathie surprenant vis-à-vis des conséquences sur la vie sociale des réticents lorsqu'il émane d'amis ou de membres de la famille. Ce genre de phrase illustre aussi la force du climat de propagande et la force de sa rhétorique (les réticents n'ont, en réalité, pas choisi de subir, ils contestent simplement une injonction vaccinale et un choix contraint).

« Corruption sociale » et révolte

Une politique de subventions a été mise en œuvre avec cette pandémie. Les restrictions n'ont été possibles pendant plusieurs mois que parce que l'État subvenait aux besoins des entreprises, salariés, chômeurs et notamment des bars et restaurants. Les mêmes qui jouent le jeu du pass pour une partie d'entre eux, voire réclament des aides. Si certains commerçants ont souffert, d'autres ont su tirer leur épingle du jeu avec l'argent public dispensé sans compter (le

fameux « quoiqu'il en coûte »). Ce subventionnement s'est transformé en une sorte de « corruption sociale » qui prend des formes diverses. Ainsi, le télétravail subi pour les uns a également constitué une opportunité pour d'autres, voire l'occasion de se soustraire aux contraintes du travail quotidien. Des salariés ont, certes, eu à subir plus de pression avec le travail à distance, mais d'autres se sont sentis désœuvrés voire soulagés. Une situation de crise ne touche pas de la même façon tout le monde compte tenu des situations personnelles et sociales. De même qu'il y a eu de véritables profiteurs de la crise. Des avantages ont aussi été proposés pour inciter à la vaccination, laquelle a d'ailleurs donné lieu à des émoluments lucratifs pour les infirmiers et médecins libéraux volontaires dans les centres vaccinaux (certains médecins stakhanovistes de la vaccination ont même atteint 9000 euros en un jour, de quoi alerter le directeur de l'ARS de PACA)²¹.

Le principe même du pass repose sur une privilégiation implicite. Cela s'observait au tout début de sa mise en place chez certains vaccinés qui le brandissaient à l'entrée des lieux « interdits » comme des VIP et se plaignaient dans les commentaires sur les sites internet des restaurants de ne pas avoir été contrôlés comme la loi le prévoit et comme le serveur le leur doit (après tout, eux sont vaccinés, participent à l'immunité collective et aimeraient que leur sécurité sanitaire soit garantie par une vérification en bonne et due forme).

Le plus étonnant reste la capacité de la population à accepter rapidement un changement de mode de vie. Le masque est devenu, chez certains, une habitude qu'ils ont intégrée à leur existence. Il semble parfois plus simple de le garder que de le retirer quand il n'est plus obligatoire quelque part. Sur les réseaux sociaux et les sites de rencontre des personnes se sont photographiées avec le masque sur le visage comme s'il représentait un signe de respectabilité sanitaire (je me protège et je protège les autres). Idem avec le statut vaccinal, dont les sites font la promotion, affiché sur les profils comme s'il s'agissait d'un certificat de bonne conduite. Beaucoup de jeunes ne paraissent pas choqués par le principe du pass (c'est la condition pour retrouver ses loisirs, c'est pour une bonne cause, etc.). Le confinement leur a pesé, mais bien avant sa mise en œuvre une partie de la jeunesse vivait dans une sorte de cocon virtuel et numérique avec les smartphones, les séries et les échanges chronophages sur les réseaux sociaux.

Les conditions historiques ne sont, heureusement, pas suffisamment dégradées pour que la violence sociale et politique se déchaîne. Au quotidien beaucoup de gens s'adaptent, font semblant de suivre, trichent (fraudes au pass, etc.), ménagent leur entourage en désaccord avec eux, prennent quelques distances voire désapprouvent les excès et incohérences de la politique sanitaire. Il est toujours possible de s'arranger avec les règles sanitaires édictées, dont certaines ne sont guère applicables, d'ignorer l'injonction à contrôler le pass. Il est aussi toujours possible de suivre le mouvement général avec hésitation, sans souscrire totalement au conformisme ambiant. En outre, la contestation numérique (malgré la censure), ainsi que l'émergence d'un mouvement social de résistance hétéroclite, à dominante apolitique (le deuxième sous le quinquennat d'Emmanuel Macron après les Gilets jaunes), qui s'appuie sur la rue, des médecins et des avocats, des actions collectives et juridiques spontanées et une certaine forme de solidarité, laissent à penser que quelque chose de nouveau pourrait naître. Bien sûr, ce mouvement, comme beaucoup de mouvements contestataires, comporte sa part de personnalités

²¹ « Jusqu'à 9000 euros en un jour, le salaire exorbitant de certains médecins dans les centres de vaccination », *Actu Marseille*, 15 avril 2021.

tentées par l'irrationnel, d'excités, de radicalisés et de tentatives d'instrumentalisation par des mouvements politiques.

Conclusion : en marche ... mais vers quoi ?

Souvent, les personnes à qui j'explique que le traitement politico-médiatique de la crise sanitaire, l'autoritarisme gouvernemental et le consentement de masse sont fascisants, rejettent cette idée, car elles associent le fascisme à un modèle historique de dictature policière. Or, il me paraît erroné de croire qu'un phénomène gardera toujours la même forme au cours de l'histoire. En outre, ainsi que le blogueur Boris le signale, Jacques Ellul avait saisi l'essence même du fascisme, lequel passe d'abord par l'émergence d'une mentalité préfasciste qui précède l'apparition des partis fascistes, si les circonstances historiques rendent cette apparition possible, et les idéologies fascistes dont la fonction est de justifier *à postériori* les politiques défendues par ces mêmes partis et de consolider leur base électorale.

La mentalité préfasciste se manifeste dès lors qu'une majorité aspire à des lendemains qui chantent, écoute les mêmes discours superficiels, souscrit sans recul aux arguments d'autorité et aux raisonnements binaires du moment, veut fuir le réel et sa responsabilité collective, ou trouve ainsi l'occasion de régler certains problèmes qui la minent²². Des troubles sociaux majeurs, ou bien l'apparition d'un fascisme d'État sont possiblement en germe si ce terrain sociologique persiste et que les conditions historiques se dégradent.

De plus, le totalitarisme peut prendre des formes subtiles. Il se fabrique de nouveaux boucs émissaires (les non vaccinés par exemple), et s'appuie sur un état d'urgence qui dure, liberticide, basé sur la censure et sur l'acceptation, voire la passivité, d'une partie substantielle de la population. Beaucoup de gens refusent de le voir ou bien sont dans une sorte de défaitisme : « *on ne peut rien faire, Macron ne cèdera pas.* » Consentement, déni, aveuglement, refus de se battre, indifférence, autant d'attitudes répandues qui pourraient faire penser à ce qu'avait relaté l'historien Marc Bloch dans son ouvrage *Une étrange défaite*.

Nul besoin de complot non plus, il s'agit d'une tendance générale faisant écho à l'individualisme général, mais aussi à un certain déclin (suicide ?) occidental et qui s'accorde parfaitement avec les intérêts puissants du moment (Gafam, Big pharma, banques d'affaires, fonds de pension...), que nous voyons façonner le monde de demain. La crise sanitaire offre un débouché fabuleux face à l'impasse dans laquelle le capitalisme occidental est, peut-être, sur le point de s'engager. L'industrie pharmaceutique, qui n'invente guère de nouvelles molécules miracles depuis plus de vingt ans, va pouvoir vacciner à tour de bras, suis-je puis dire, avec comme avantage que le vaccin concerne autant les biens portants que les malades. Les Gafam vont poursuivre la numérisation du monde en proposant aux différents gouvernements, et à leurs bureaucraties envahissantes, des dispositifs sophistiqués de contrôle numérique pour faire face aux nouvelles « menaces », tandis qu'ils renforceront la dépendance de milliards de consommateurs à leurs produits virtuels, bien aidés en cela par les habitudes prises durant les confinements. Les banques et les États envisagent déjà de régler la question de la dette, pour permettre au système financier de survivre, et l'on peut s'attendre à ce que des solutions surprenantes soient imposées aux populations (le Forum économique et social de Davos ne s'agite sans doute pas en vain). Combien « d'idiots utiles » ont-ils encouragé cela, aveuglés par la peur du virus et par la précaution sanitaire maximale ou par une vision dogmatique de la science ? On peut d'ailleurs imaginer que d'autres crises que celles-ci seront instrumentalisées

²² Ellul Jacques, « Le fascisme, fils du libéralisme », *Esprit*, n°53, février 1937.

pour permettre aux industries des pays encore riches (jusqu'à quand ?) de survivre et de faire de l'argent au nom de justes causes (après la santé : le climat, la planète !).

Une tendance générale qui convient également assez bien aux élites en décalage avec le reste de la population, voire à une partie de la population elle-même, sensible aux arguments de la sécurité sanitaire et/ou prête à se soumettre pour préserver son droit à la consommation, son espace restant de liberté, ou bien pour grappiller quelques années de vie supplémentaires.

Si le Covid n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer pour que la France soit tentée de sortir de ses problèmes structurels, que la politique sanitaire a d'ailleurs aggravés, par la voie d'un nouveau césarisme « soft », pro Maastricht et, malgré tout, fragile qui ne dit pas son nom. Avril 2022 nous donnera, peut-être, un début de réponse à ce sujet : le pays va-t-il poursuivre dans cette voie ? Passer à autre chose ? Le fait que l'Angleterre et le Danemark décident, en dépit du Covid, de vivre comme avant laisse espérer qu'ils seront suivis et que « l'hystérie » sanitaire, teintée de totalitarisme, que l'on retrouve aussi ailleurs, prendra fin²³.

Christobal, le 14 octobre 2021

²³ « L'éternel bouc émissaire. Aujourd'hui : les « covidots » par David Engels », chaîne *Putsch média*, 13 août 2021. L'historien identitaire belge David Engels estime que le risque de voir apparaître un État totalitaire en Europe n'est pas négligeable. Sans aller jusque-là, on peut au moins s'inquiéter des velléités totalitaires que la crise sanitaire laisse entrevoir.